

Unité interdépartementale de la Savoie et Haute-Savoie

Annecy, le **24 JUIN 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur



PAPETERIES DU LEMAN S.A.

1080 rue des vignes rouges
AMPHION
74500 PUBLIER

Références : 20220607-RAP-RapportInspectionGeorisquePDL.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mai 2022 dans l'établissement Papeteries du Léman implanté 1080 rue des vignes rouges Amphion 74500 PUBLIER. L'inspection a été annoncée le 13 mai 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Papeteries du Léman
- 1080 rue des vignes rouges Amphion 74500 PUBLIER
- Code GUN : 0006104664
- Régime : Autorisation
- IED - MTD

La Papeterie du Léman est spécialisée dans la fabrication de papiers minces. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009.

Soumise à la directive IED, elle a fait l'objet d'un dossier de réexamen qui a conduit à l'ajustement des prescriptions applicables à l'établissement à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2017.

L'usine emploie 240 personnes. Elle produit 40 à 42 000 tonnes de papier par an sur 3 lignes :

- ligne 3 dédiée au papier cigarette à rouler (2300 tonnes par an) à base de pâte textile produite sur place
- ligne 4 dédiée au papier d'impression mince (marché en déclin constant), papier mousseline, papier cigarette, papier emballage (fenêtres)
- ligne 6 orientée sur les papiers minces alimentaires, marché en croissance.

Le contexte économique s'est amélioré pour l'entreprise en 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise à jour du plan méthodologique de surveillance (quotas d'émissions de gaz à effet de serre),
- contrôle et qualité des rejets atmosphériques de la chaudière AURA,
- contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière AURA,
- programme de contrôle des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Amélioration du plan méthodologique de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 6 et 9	/	Sans objet
Contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière AURA	Code de l'environnement du 13/05/2022, article R.224-31	/	Sans objet
Qualité des rejets atmosphériques de la chaudière AURA	Code de l'environnement du 13/05/2022, article R.224-41-2	/	Sans objet
Contrôle des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 20/04/2009, article 2.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne la surveillance des rejets liquides, l'exploitant réalise les mesures prescrites, aux fréquences exigées. L'inspection des installations classée devra mettre à jour le cadre de surveillance GIDAF.

En ce qui concerne les contrôles sur la chaudière AURA, les derniers effectués sont satisfaisants. Il conviendra de bien veiller à respecter la fréquence triennale de réalisation de ces contrôles.

Pour ce qui est du plan méthodologique de surveillance dans le cadre de l'allocation de quotas de gaz à effet de serre, il conviendra d'en finaliser la mise à jour avant la campagne de déclaration des émissions de 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Amélioration du plan méthodologique de surveillance

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, articles 6 et 9
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : Le règlement UE 2019/331 du 19 décembre 2018 régit l'allocation gratuite de quotas d'émission relevant du chapitre III (installations fixes) de la directive 2003/87/CE pour les périodes d'allocation à partir de 2021. L'article 6 de ce règlement stipule que l'exploitant d'une installation bénéficiant d'une allocation à titre gratuit surveille les données à fournir, énumérées à l'annexe IV du règlement, sur la base d'un plan méthodologique de surveillance (PMS) approuvé par l'autorité compétente. L'article 9 du règlement encadre les modifications du PMS. Il précise notamment que l'exploitant doit vérifier régulièrement que son PMS est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. En particulier il doit tenir compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.
Constats : Le PMS en vigueur est la version 2 approuvée par courrier de la DREAL du 9 avril 2021.

<p>Dans le cadre la vérification des niveaux d'activité de 2021, l'organisme de vérification (APAVE) a émis un certain nombre de demandes d'amélioration, dont certaines avaient déjà été émises l'année précédente.</p> <p>L'exploitant travaille sur une mise à jour qui constituera la version 3.</p>
<p>Observations : Le PMS modifié devra être déposé sur le site "démarches simplifiées" pour approbation par la DREAL, avant la prochaine campagne de déclaration des émissions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière AURA

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.224-31</p>
<p>Thème(s) : Autre, Efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du Code de l'environnement (puissance comprise entre 400 kW et 20 MW) doit faire réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37. La périodicité des contrôles est fixée par l'article R.224-35 (3 ans pour une chaudière de puissance inférieure à 5 MW).</p>
<p>Constats : L'établissement utilise essentiellement de la chaleur produite à l'extérieur (usine d'incinération de Thonon et chaufferie ENGIE installée sur le site de la papeterie). Une chaudière de marque AURA, d'une puissance de 430 kW fonctionnant au gaz naturel, datant de 1998 et chauffant du fluide caloporteur est présente sur le site. La chaleur produite est utilisée sur la machine à papier 6, aussi bien pour la production de papiers impression mince (benchmark produit pour le SEQE) que des papiers spéciaux (benchmark chaleur).</p> <p>Le rendement minimal est prescrit par l'article R.224-23 du Code de l'environnement si la chaudière a été mise en service après le 14 septembre 1998 : 89%. Si la mise en service est antérieure le rendement minimal prescrit par l'article R.224-24 est de 85%. Dans les 2 cas ce rendement minimum est réduit de 7 % car la chaudière chauffe un fluide caloporteur organique, ce qui donne un rendement minimum de 82 % ou 78 % selon la date de mise en service.</p> <p>Le dernier contrôle de l'efficacité énergétique a été réalisé par l'APAVE le 11 février 2020. Le rendement mesuré était de 89,2 %. Par ailleurs les autres points sur lesquels portent le contrôle (équipements, tenue du livret de chaufferie) n'ont pas donné lieu à observations. Le prochain contrôle est à prévoir avant le 11 février 2023. On peut noter que le précédent contrôle avait été effectué le 13 janvier 2016, ce qui ne respectait pas la fréquence triennale. Le rendement mesuré était alors de 89,9 %.</p> <p>On peut noter que la valeur réglementaire notée par l'APAVE dans le rapport de 2016 est de 79 % et de 86 % dans le rapport de 2020 : aucune des 2 n'est exacte !</p>
<p>Observations : - L'exploitant devra veiller à bien respecter la fréquence triennale entre 2 contrôles</p>

- l'organisme effectuant le contrôle devra préciser la valeur réglementaire exacte fixée par le code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Qualité des rejets atmosphériques de la chaudière AURA

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.224-41-2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée : L'article R.224-41-2 du Code de l'environnement prescrit aux exploitants de chaudières visées par l'article R.224-21 des mesures permettant d'évaluer les concentrations de polluants atmosphériques émises dans l'atmosphère par la chaudière dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie et du ministre chargé de l'environnement. La périodicité des contrôles est fixée par l'article R.224-35 (3 ans pour une chaudière de puissance inférieure à 5 MW). Les conditions de réalisation de ces mesures sont fixées par l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009. Notamment il fixe une "valeur indicative" de 150 mg/Nm3 sur gaz sec à 3% d'O2 pour les NOx.</p>
<p>Constats : Le contrôle de la qualité des rejets a été effectué en même temps que celui de l'efficacité énergétique. Les valeurs mesurées pour les NOx ont été: - 13 janvier 2016 : 70,1 mg/Nm3 - 11 février 2020 : 85 mg/Nm3. La valeur indicative de 150 mg/Nm3 est donc largement respectée.</p>
<p>Observations : - L'exploitant devra veiller à bien respecter la fréquence triennale entre 2 contrôles</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôle des rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20/04/2009, article 2.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets liquides

Prescription contrôlée :

L'article 2.5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009 modifié par l'arrêté préfectoral du 4 avril 2022 prescrit:

- le programme de surveillance des rejets (paramètres, fréquence):

Paramètres	Code Sandre	Fréquence de détermination
Débit		En continu
pH		En continu
Température		En continu
MEST	1305	Journalière

DCO sur effluent non décanté	1314	Journalière
DBO5 sur effluent non décanté	1313	Hebdomadaire
N global	1551	Hebdomadaire
P total	1350	Hebdomadaire
AOX	1106	Mensuelle
Indice phénol	1440	Trimestrielle
Cu et composés	1392	Trimestrielle
Zn et composés	1383	Trimestrielle
EDTA	1493	Trimestrielle

- les méthodes d'analyse (méthodes de référence en vigueur)

- l'obligation qu'au moins une fois par an les analyses soient effectuées par un laboratoire agréé ou accrédité COFRAC.

- la saisie chaque mois des résultats sur le site de télédéclaration GIDAF.

Constats :

Le tableau ci après compare la fréquence de mesure des différents paramètres:

- prescrite par l'arrêté préfectoral,
- réalisée,
- fixée par le cadre de surveillance GIDAF,
- saisie sous GIDAF.

Il indique également les modifications qui devront être réalisées sur le cadre de surveillance GIDAF.

	fréquence AP 2022	réalisé	fréquence GIDAF	saisi GIDAF	GIDAF modifié	contrôles externes GIDAF	Contrôles externes modifié
Volume jour	jour	jour	jour	jour	jour (1)	12	-
Prod jour	jour	jour	jour	jour	jour (2)	12	-
N tot	hebdo	hebdo	hebdo	hebdo	hebdo (8)	12	12
pH	jour	jour	trimestre	trimestre	jour (4)	4	4
DBO5	hebdo	hebdo	hebdo	hebdo	hebdo (7)	4	4
AOx	mensuel	mensuel	-	trimestre	mensuel (12)	12	-
indice phénol	trimestre	trimestre	-	-	trimestre (10)	4	-
Chloroforme	-	trimestre	-	trimestre	-	4	-
nonylphenol	-	trimestre	-	trimestre	-	4	-
Ptotal	hebdo	hebdo	mensuel	hebdo	hebdo (9)	12	12
NP1EO	-	trimestre	trimestre	trimestre	-	-	-
NP2EO	-	trimestre	trimestre	trimestre	-	-	-
4 nonylphenol	-	trimestre	trimestre	trimestre	-	-	-

HC totaux	-	trimestre	-	trimestre	trimestre (11)	4	-
MES	jour	jour	jour	jour	jour (5)	4	4
DCO	jour	jour	jour	jour	jour (6)	4	4
EDTA	trimestre	trimestre	-	-	Trimestre (13)	-	-
temperature	Demande agence de l'eau	jour	jour	jour	jour (3)	-	-
Nkjel		mensuel	mensuel		-		-
NO2-		mensuel	mensuel		-		-
NO3-		mensuel	mensuel		-		-
Tdaphnie			trimestre		-		-
Cu		mensuel	mensuel		-		-
Zn		mensuel	mensuel		-		-
ST-DCO		jour	jour		-		-
P-octylphenol			trimestre		-		-

Il ressort que l'exploitant satisfait aux obligations qui lui sont fixées. Il apparaît cependant que le cadre de surveillance GIDAF doit être modifié pour être mis en parfaite cohérence avec les dispositions de l'arrêté préfectoral.

Il convient de noter que certains paramètres sont mesurés par le laboratoire du site, avec également des mesures à une fréquence moindre par un laboratoire extérieur ; au sens de GIDAF ces dernières mesures sont à considérer comme des "contrôles de recalage" faisant l'objet d'une saisie distincte. D'autres paramètres plus spécifiques sont uniquement mesurés par un laboratoire extérieur ; on considérera alors qu'il n'y a pas de contrôle de recalage.

Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite

